

# GAUCHEBDO

SUCESSEUR DE LA «VOIX OUVRIÈRE» FONDÉE EN 1944 • WWW.GAUCHEBDO.CH

N° 49 • 4 DÉCEMBRE 2015 • CHF 3.-

**Touché par une grave crise économique, le Venezuela attend le verdict des urnes** page 5



**Dans le canton de Vaud, le référendum contre la RIE3 a abouti, avec 17'000 signatures** page 2



**Au Locle, le POP consulte la population sur le salaire des élus** page 2

## Alerte sur la cohésion sociale

**GENÈVE** • Après une première mobilisation en novembre, des milliers de fonctionnaires se sont remis en grève cette semaine et sont descendus dans les rues pour protester contre l'austérité. Parmi eux, de nombreux travailleurs sociaux, qui dénoncent de sérieux risques pour la cohésion sociale en cas d'acceptation des mesures proposées.



Près de 10'000 grévistes sont descendus dans les rues le 1er décembre. Parmi eux, les travailleurs sociaux du public et des institutions subventionnées, rassemblés pour la première fois face à l'urgence de la situation. Carlos Serra

Les travailleurs sociaux étaient nombreux lundi pour s'exprimer devant la presse: de l'Hospice général, du Service de protection des mineurs (SPMI), des EPI (Etablissements publics pour l'intégration), de la Fondation officielle de la jeunesse (FOJ), de la Fondation Aigues-Vertes, de la FASE (Fondation pour l'animation socioculturelle), et même des étudiants de la Haute école de travail social. «Un rassemblement inédit», remarquait l'un des participants. Qui sont-ils? Ce sont eux qui s'occupent de celles et ceux qui ont perdu leur emploi ou se retrouvent sans logement, des personnes handicapées, des jeunes en rupture ou victimes de familles dysfonctionnelles dans les maisons de quartier et autres foyers d'accueil d'urgence, ou simplement de celles et ceux qui peinent à joindre les deux bouts. Ils se trouvent ainsi en première ligne pour observer l'évolution de la cohésion sociale. Or, s'ils se sont réunis, c'est que «tous les voyants sont au rouge». Tous s'accordent en effet sur un point: on assiste à un délitement alarmant du tissu social, que les autorités ne peuvent se permettre d'aggraver à travers des restrictions budgétaires. Sont particulièrement critiquées la réduction de la masse salariale du personnel de la fonction publique de 5% par an, voulue par le Conseil d'Etat, et la loi dite «Personal stop», récemment adoptée

par le Grand Conseil, qui limite la création de nouveaux postes à l'Etat. «La cohésion sociale est encore relativement bonne», mais il faut à tout prix éviter de la fragiliser davantage «car nous pourrions en arriver à Saint-Denis ou au Bataclan!», avertit Thomas Vachetta, du Service de protection des mineurs (SPMI) Et de s'expliquer: «Suite aux attentats de Paris, 5000 postes de policiers et de juges seront créés pour répondre à la menace terroriste, mais personne ne parle du délitement du tissu social qui fait que des jeunes Français se sont fait exploser en plein Paris. On n'investit pas dans le social car les effets ne sont mesurables que dans le temps, on préfère payer un policier pour chaque rue plutôt que des travailleurs sociaux pour restaurer la cohésion sociale!» s'insurge-t-il.

**«Les cadences de travail sont déjà excessives»**  
Comment fonctionne ce travail de prévention et de maintien du tissu social? «Notre outil de travail à tous est le lien. Et pour le créer il faut du temps et de la disponibilité, ce qui est incompatible avec les coupes budgétaires prévues», explique Laurent Claude, délégué du personnel au SPMI, en donnant l'exemple d'une jeune fille victime de la violence de son père, qui a trouvé le chemin des institutions d'aide grâce au lien de confiance

qu'avaient établi avec elle les animateurs d'une maison de quartier. Même son de cloche du côté de la déléguée de la commission du personnel de l'Hospice général, institution responsable de l'attribution de l'aide sociale: «La majorité des personnes suivies sont seules, pas intégrées par le travail, souvent isolées, et ne peuvent compter sur la solidarité et le soutien dans le quotidien. Il s'agit de prévenir une péjoration de leur situation, mais cela demande du temps et des moyens». Or, de tous côtés ceux-ci sont déjà limités, dénoncent les travailleurs sociaux: «Au SPMI, nous évaluons la nécessité à deux sections supplémentaires, soit 20 intervenants. La pression est permanente et le taux d'absentéisme varie entre 9 et 13%, ce qui est énorme», constate Laurent Claude. La déléguée de l'Hospice Général souligne quant à elle que l'institution n'a connu aucune hausse de sa subvention de fonctionnement pour répondre à la forte augmentation des demandes d'aide sociale ces dernières années. «Les cadences de travail sont déjà excessives. Les rendez-vous sont espacés pour pouvoir faire face, si bien que les personnes ne peuvent être suivies comme elles le devraient. Nous voyons une personne par heure, ce qui ne laisse pas de temps disponible pour réfléchir aux solutions à leur proposer. Nous devons sans cesse agir dans l'urgence». La conclusion est limpide: «Il

n'est pas possible de mener à bien notre mission avec une dotation encore inférieure».

**Mettre les jeunes sous les ponts?**  
Pour d'autres institutions, le problème se manifeste en termes de manque de places. Guy Valence, délégué du personnel aux EPI, souligne ainsi qu'«il manque actuellement 200 places pour des personnes handicapées dans le canton. Celles-ci sont donc accueillies dans des lieux de vie non adaptés et se retrouvent sans suivi. Pour créer de nouvelles structures, il faudrait engager du personnel formé, ce qui sera rendu plus difficile par la loi «Personal stop»». Du côté de la FOJ, qui gère de nombreux lieux d'accueil pour jeunes, même constat. Alexandre, éducateur au foyer Piccolo, qui accueille des enfants jusqu'à 10 ans, relève que celui-ci est complet en permanence. «Nous n'arrivons pas à répondre aux demandes de placements d'urgence pour quelques jours, si bien que les enfants se retrouvent hospitalisés alors qu'ils n'ont aucun problème physique. Or, le séjour en hôpital coûte deux fois plus cher!». D'éventuelles coupes budgétaires ne feraient que dégrader davantage la situation, sans pour autant créer de véritables économies, dénoncent les travailleurs sociaux, au contraire: «Avec moins d'encadrement, les jeunes resteront plus longtemps en

Suite en page 2



IL FAUT LE DIRE...

### On en attendait 5'000, 10'000 sont venus

Les paysans sont en colère face à la réduction des aides et paiements directs que le gouvernement leur avait promis. Nous ne pouvons que soutenir cette colère, mais en espérant que la dégradation de leurs conditions de travail leur permette de mieux comprendre les responsabilités de ces mesures dramatiques.

Ce sont les libéraux et l'UDC qui exigent la baisse des dépenses publiques dans tous les domaines y compris dans le monde paysan. Directeur de l'Union suisse des paysans (USP), le libéral Jacques Bourgeois est venu protester avec «ses» troupes, mais il ne changera pas d'orientation au sein de son parti et cette tromperie ajoute à la confusion et empêche de savoir qui tire les ficelles de la dégradation sociale et économique rurale. Lorsque l'on sait que la majorité d'entre eux votent précisément UDC et PLR, il serait temps que l'approfondissement des causes de leur désespoir se fasse.

Conseiller d'Etat vaudois libéral, Philippe Leuba affirmait dans un des derniers numéros de l'hebdomadaire «Terre et nature» qu'il avait les recettes pour sortir les paysans de leurs difficultés. Ses propositions passent par une augmentation de la productivité. Toujours la même rengaine: produire davantage, plus vite avec moins de monde, à meilleur prix, en s'endettant pour agrandir les exploitations pour se retrouver libre sur ses terres. Quelle tromperie de collégien. Pour nous, l'avenir de l'agriculture et de notre alimentation ne passe pas par un accroissement de la production standardisée façonnée par des accords multilatéraux ou bilatéraux et la richesse comme unique objectif pour le paysan, mais par une production diversifiée, basée sur le principe de la souveraineté alimentaire, rémunérée alors à son juste prix. La politique agricole doit tenir compte des ressources naturelles, sachant que la croissance économique illimitée constitue la principale cause de la dégradation de l'environnement. Il faudra bien un jour trancher sur ces questions fondamentales et mettre en œuvre un changement radical dans notre production et consommation, en redéfinissant notre conception du bien-être qui ne peut pas être seulement tributaire de la course à la richesse.

Alain Bringolf

Suite de la page 1

foyer, ce qui revient à un coût plus élevé», relève ainsi Camille Cuvit, également éducatrice à la FOJ. «De même avec l'aide sociale. En outre la surcharge des travailleurs augmentera leurs problèmes de santé, avec une nouvelle augmentation des coûts à la clé», souligne la déléguée de l'Hospice Général.

Vincent, éducateur à la FOJ, estime que l'Etat doit faire face à ses responsabilités: «Une coupe linéaire de 5% représente d'après nos estimations 10 à 12 personnes, soit un foyer. Nous demandons donc au Conseil d'Etat: quel foyer souhaitez-vous que l'on ferme? Et où mettre les jeunes concernés? On les renvoie dans leurs familles dysfonctionnelles où ils sont parfois victimes de maltraitances ou abus sexuels? On les met sous les ponts? Vous les prenez chez vous? Concrètement, la question, c'est ça!», s'insurge-t-il.

### Des enfants gâtés?

Tous balayaient rapidement les voix critiques qui les qualifient d'«enfants gâtés»: «La semaine de 42 heures (l'une des propositions du Conseil d'Etat est de faire passer la semaine de travail des fonctionnaires de 40 à 42 heures, *nldr*) nous fait doucement rire car on fait parfois jusqu'à 60 heures par semaine!», commente Camille Cuvit. «La plupart des travailleurs sociaux agissent par vocation et ne sont pas tant que ça attachés au salaire ou au temps de travail, mais à la qualité des prestations. Certains ne se sont d'ailleurs pas mis en grève pour ne pas nuire aux usagers», commente Vincent. Tous relèvent d'ailleurs être perpétuellement tiraillés entre volonté de faire grève pour revendiquer des prestations de qualité pour demain ou agir dans l'immédiat pour servir la population qui en a besoin aujourd'hui. Après trois jours de mobilisation, les fonctionnaires ont voté un nouveau préavis de grève pour la semaine du 14 au 18 décembre. Une rencontre avec le Conseil d'Etat est également prévue le 8 décembre. ■

Juliette Müller

# La RIE3 ne passera pas comme une lettre à la poste!

**VAUD** • La gauche combattive a réuni en un temps record 17'000 signatures contre la 3<sup>ème</sup> réforme de l'imposition des entreprises dans le canton. La population devra se prononcer.

**P**remière victoire d'étape pour la gauche combattive. Contre toute attente et malgré un délai resserré de 60 jours, la coalition «Touche pas à mes services publics», qui regroupe le POP, solidaritéS et des syndicats comme le SSP, SUD ou l'association Acides ont récolté 17'000 signatures pour contrer la 3<sup>ème</sup> réforme de l'imposition des entreprises (RIE3) dans le canton de Vaud, votée en octobre par le Grand Conseil. Celle-ci est censée répondre à l'exigence de l'Union Européenne et de l'OCDE de mettre fin à certains privilèges fiscaux dont bénéficient des entreprises multinationales, dites «à statuts spéciaux». Concoctée par le socialiste Pierre-Yves Maillard et le radical Pascal Broulis, (le duo «Malice et Brouillard» selon les opposants), soutenue par la droite, le PS et les Verts, elle prévoit un chamboulement fiscal, en entérinant une baisse massive du taux d'imposition sur le bénéfice (de 24% à 13%) de toutes les entreprises pour compenser l'augmentation de celui des multinationales.

### Un volet «social» qui ne passe pas la rampe

«Cette réforme va profiter essentiellement aux 131 sociétés qui déclarent plus de 100 millions de francs de bénéfices annuels. Ce sont elles qui toucheront le pactole, provoquant dès lors une véritable saignée dans les recettes des collectivités publiques, canton et communes. Immanquablement, ces très grosses pertes de recettes engendreront des coupes drastiques dans le financement des services publics, ainsi



Début octobre, la coalition «Touche pas à mes services publics» se donnait pour mission de récolter 12'000 signatures en 60 jours.

Jorge Lemos

que des augmentations d'impôt pour l'ensemble de la population», dénonce la coalition dans un communiqué de presse. Elle estime que la réforme coûtera près de 500 millions annuellement au Canton et se fera au détriment du secteur public, «qui ne s'est pas encore remis de la crise d'austérité qui a sévi entre 1993 et 2007». Et les compensations de la Confédération n'y suffiront pas. En septembre 2015, celle-ci a annoncé que le montant qu'elle allouerait au canton serait de 108 millions de francs. Très loin des 200 millions attendus par le gouvernement vaudois et le Parti socialiste vaudois.

Rappelons que la gauche socialiste, ainsi que le syndicat Unia, ont soutenu la réforme, arguant que le volet «social» du projet permettrait d'augmenter les allocations familiales de 90 millions, les montants de l'accueil de jour de 50 millions et de créer un fonds de santé pour les travailleurs. Pour la coalition, ce marchandage est inacceptable. «Si ces éléments sont des avancées, ils n'ont cependant pas de liens objectifs avec la réforme de la fiscalité des entreprises. Ils ne compensent pas les sacrifices consentis en faveur des entreprises. Ils pourraient tout à fait être décidés pour eux-mêmes, et c'est ce que nous reven-

diquons. La coalition refuse la logique du marchandage de compensations qui sous-tend cette feuille de route», rappelle-t-elle dans une brochure argumentative.

La coalition dénonce aussi la course au moins-disant fiscal qui règne en Suisse, qui fera qu'à l'issue de l'application pleine et entière de la feuille de route, le canton de Vaud aura l'un des taux d'imposition des bénéfices les plus bas de Suisse, inférieur à ceux actuellement en vigueur dans des cantons comme Zoug ou Neuchâtel. ■

Joel Depommier

## Une pratique consciencieuse de la démocratie

**NEUCHÂTEL** • Au Locle, le POP veut consulter la population sur l'augmentation du salaire et du temps de travail de ses propres élus à l'exécutif.

**L**e parlement de la ville du Locle a récemment décidé d'abandonner la présidence fixe de l'exécutif au profit d'une présidence tournante, et a également accepté une augmentation du temps de travail de ses membres de 50 à 80%, ainsi qu'une augmentation des salaires correspondants, contre les voix du POP. Au cours d'une assemblée générale extraordinaire, la section locale du parti a décidé de lancer un référendum contre les deux dernières décisions. La démarche surprend dans le milieu politique, car quel autre parti lancerait un référendum contre les intérêts immédiats de ses élus, et donc indirectement contre ses propres intérêts? Il faut en effet rappeler que les ressources du parti proviennent de ses membres, de ses sympathisants et de ses élus. Comme le soulignent Denis de la Reussille et Cédric Dupraz, deux membres de l'exécutif du Locle qui étaient opposés à ces mesures, on ne vient toutefois pas au POP pour faire carrière, mais pour contribuer à l'amélioration de la société humaine.

Dans un communiqué, la section explique qu'«en raison de l'acceptation à une faible majorité de ces arrêtés, qui instituent de facto une augmentation de 60% de la rémunération des conseillers communaux sans que leur cahier des charges ne soit modifié dans les faits, il

nous a semblé indispensable de donner l'occasion à la population locloise de se prononcer sur une mesure qui aura des effets significatifs à long terme sur les finances de la commune». Le POP justifie sa démarche par les sombres perspectives budgétaires qui se profilent, aggravées notamment par un jeu sournois de reports de charges de l'Etat sur les communes (voir nos dernières éditions). «Une telle augmentation nous apparaît indécente au moment où des licenciements sont annoncés dans l'horlogerie et où le niveau de vie réel baisse pour nombre de nos concitoyens», précise le texte.

### «Une augmentation indécente alors que des licenciements sont annoncés»

Ce référendum ne remet pas en cause la présidence tournante ni aucun des Conseillers communaux actuellement en exercice, ni le Conseil communal dans son ensemble, dont les populistes se plaisent à reconnaître la qualité du travail accompli au cours de la présente législature. Cette décision a provoqué une réaction des libéraux, socialistes et Verts qui, dans un communiqué, s'insurgent sur le fait que les trois populistes membres de la commission chargée d'examiner la situation de l'exécutif avaient accepté le rapport. Ce que ces partis considèrent comme une trompe-

rie, ne relève cependant que d'une autre conception de la pratique démocratique.

Le POP considère que c'est la base qui décide. Dans le cadre du travail en commission, les commissaires populistes, comme les autres, peuvent prendre des positions basées sur les discussions en cours. Une tendance majoritaire visait à faire passer à 100% le temps de travail des membres de l'exécutif, ce qui a incité les populistes à adopter le 80%, qui représentait à leurs yeux un moindre mal. De retour au sein de la section, le débat peut cependant s'élargir et d'autres considérations peuvent apparaître et mettre à mal la position prise en commission. Dans une logique de rapports verticaux, la position des commissaires devrait l'emporter sur celle des autres membres, ceux-ci étant plus au courant de la situation. Mais dans une logique de rapports plus horizontaux, les élus n'ont pas une voix prépondérante par rapport aux autres membres. Il n'y a donc à nos yeux pas de contradiction ni de malveillance au lancement de ce référendum, d'autant plus que son résultat sera très intéressant à suivre pour mesurer la maturité politique des habitants du Locle. Ceci bien sûr pour autant que la récolte de signatures aboutisse. ■

Alain Bringolf



# Une autre Suisse pour un autre monde

**SOLIDARITÉ** • Dans les années 80 des groupements militants œuvrant dans le domaine de la santé, de l'éducation, de l'environnement et des droits de la personne décidaient d'amplifier leurs voix en se fédérant. Dans le cadre du Village Alternatif du Salon du livre, ils posaient les fondements de la Maison des associations. Deux initiatives soutiennent aujourd'hui son agrandissement.

C'était le Village Alternatif, une surface de 850 m<sup>2</sup>, permettant à une quarantaine d'associations d'avoir leurs stands. Sous la devise «Une autre Suisse pour un autre monde» des militants pacifistes y côtoyaient des tiers-mondistes, des gens préoccupés par des questions d'environnement ou par la précarité d'une partie de la population ici même, en Suisse. Pendant les 20 années suivantes, le Village Alternatif a offert à des associations la possibilité de tenir échoppe et de participer aux débats. Animés par des journalistes, ils étaient enregistrés et diffusés par Radio-Zones. Mais à la longue la location s'avéra trop coûteuse, des associations inscrites pour y participer se rétractaient au dernier moment, alors que le coût de location était facturé au Village Alternatif.

## Resserrer les liens entre militants

Le succès du rendez-vous annuel au Salon du livre stimula les militants à transformer en 1996 leur regroupement de fait en une structure plus durable. En 1996 est née la Fédération pour l'expression associative (FEA) comptant septante associations. Devant les difficultés de loger cette famille nombreuse, nomade depuis qu'elle n'avait plus l'abri du Salon, la Fédération chercha des locaux à elle, vastes, faciles d'accès, centraux si possible. Donner ainsi un nouvel emploi aux anciens locaux de «La Suisse» pouvait consoler les Genevois peinés par la disparition de ce quotidien.

Le lieu avec ses quatre bâtiments donnant sur les rues des Savoises et du Vieux-Billard dans le quartier populaire de Plainpalais, se prêtait parfaitement au projet, et trois des quatre immeubles en question furent très vite investis. La lutte pour qu'autorités municipales et cantonales soutiennent le projet constitue un feuilleton, dont les épisodes se suivent encore à ce jour. Cependant, il y eut quelques victoires: en 1998 le Conseil d'Etat genevois acheta lors de la vente aux enchères deux immeubles, l'année suivante il accorda un droit de superficie sur ces constructions à la FEA. Elle pouvait maintenant procéder à l'aménagement des locaux. Le Grand Conseil de Genève vota une subvention unique de 900'000 francs et dit se porter garant des prêts contractés par la FEA à concurrence de 3,6 millions. Suite au refus de la BCG d'accorder le crédit sollicité, les militants s'adressèrent à la Banque Alternative.

Pour répondre aux nouvelles obligations qu'engendrait l'acquisition de locaux, et son fonctionnement par la suite (engagement de personnel, locations, frais généraux), la FEA a changé de forme juridique. Depuis 1999, c'est une Fondation pour l'expression associative qui s'occupe de la Maison Internationale des associations (MIA). A vrai dire, Régis de Battista, âme et locomotive de la Maison, aurait souhaité la mise sur pied d'une coopérative: en souscrivant des parts sociales, les associations adhérentes devenant copropriétaires des immeubles et décidant des activités. L'idée a été applaudie et



La Maison des associations accueille régulièrement des conférences, comme ici sur l'ALBA.

abandonnée aussi vite: quand il fallut passer à la caisse, les vocations se sont raréfiées. Pour pouvoir mener ses activités, qui ont en partie aussi un caractère commercial, la fondation a dû s'inscrire au Registre du Commerce et verser un émolument de 10'000 francs. La somme lui a été offerte par l'Association du personnel de «La Suisse», un cadeau inespéré.

## Deux initiatives de la MIA

L'initiative populaire cantonale «Pour que l'Etat, propriétaire, assume le solde du coût des travaux déjà réalisés par la Maison Internationale des associations» demande qu'un crédit de 2,2 millions de francs soit alloué dans l'année qui

suit la votation à la Fondation pour l'expression associative pour solder le prêt contracté en vue des travaux d'aménagement en 2001. La revendication est d'autant plus légitime que Ville et Canton, propriétaires des bâtiments ont bénéficié de l'énorme augmentation de la valeur de ces biens immobiliers grâce aux travaux réalisés depuis 15 ans. A vrai dire, il aurait incombé aux autorités de réaliser elles-mêmes ce projet d'utilité publique qui a vu le jour grâce à des citoyens engagés.

L'autre initiative, lancée en même temps, a pour objet la valorisation et l'agrandissement de la Maison internationale des associations. La MIA manque de locaux pour satisfaire les

demandes des associations; la proposition de l'agrandissement répond donc à un besoin de la population. Il en va de même pour le projet d'extension du bistrot: bien fréquenté, servant un plat du jour et de petits repas ainsi que des boissons à des prix abordables, il se voit contraint de refuser des gens lors d'événements spéciaux, quand par exemple des personnes venues de loin assistent à des journées de débats.

Il est encore temps de signer les deux initiatives et de les renvoyer au plus tôt et au plus tard jusqu'au 22 décembre. ■

Anna Spillmann

LAFEA, 15 rue des Savoises, 1205 Genève, tel 022 329 20 22

## Maux croisés n° 101

par Jacky Corthay

### Horizontalement

- Couleurs de saison
- Jupons
- Conseil national – Le premier
- Trois voyelles de Genève – Navire
- Préfixe – Groupement d'automobilistes
- Nombreuses en montagne
- Proche – Dans la gamme – National Trust of Scotland
- Congénitaux
- Sur la table – St-Gall
- Avant la date – Avant lettres ou sciences – Cérémonial

### Verticalement

- Consentante
- Vases recevant les bulletins de vote – Mesure de temps
- Tessin – Village vaudois
- Travaille pour la paix – Petite monnaie – Substance fétide
- Le mien – Arrêts
- Phase de la lune – Marquis
- Surface
- Ligue nationale – Petits d'animal
- Trois voyelles de réserve – Explosif – Adoré dans l'Eglise
- Forces nazies – Information

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

### Solutions du n° 100

- Horizontalement** 1. Ophtalmologue 2. Réceptionnera 3. TD – Mt – An 4. Hospitalisées 5. OL – Ethiopie 6. Po – Russies 7. Eglades – S.S. – Maa 8. Du – Tees – Coin 9. Iesus – Coing 10. Or – NY – Or 11. Taies – Alu – FLN 12. EUR – Assurance
- Verticalement** 1. Orthopédiste 2. Pédologue – Au 3. HC – Soir 4. Température 5. Aptitudes – Sa 6. Lt – Thsee 7. Minais – Soyas 8. Oô – Lois – Lu 9. LN – IPES – Cour 10. Onasis – Cor 11. Génée – Moi – FN 12. Ur – Ain – LC 13. EA – Sa – Angine

La grille complétée peut être envoyée à Jacky Corthay, case postale 2525, 1264 St-Cergue. A gagner l'ouvrage le roman de Julien Sansonnens *Jours adverses*.

## Le point sur notre campagne de soutien

**Un grand merci!** Début novembre, nous lançons la souscription avec comme objectif jusqu'à décembre de trouver 20'000 frs. **Après un mois, grâce à votre générosité, la moitié de ce montant a déjà presque été atteinte**, ce qui nous laisse penser que nous y arriverons. Chaque semaine, nous recevons de nouvelles demandes d'abonnement et des témoignages positifs, ce qui nous conforte dans l'idée que *Gauchebdo* a sa place et doit continuer à se battre pour exister. Il dérange parfois, il amène des éclairages nouveaux, il s'intéresse à la culture qui ne fait pas la une des journaux.

Comme la plupart de ses confrères alternatifs, *Gauchebdo* vit essentiellement des abonnements et des dons. Très peu de publicité est accueillie, mais nous n'y sommes pas opposés: vous avez un commerce, un café, vous organisez une conférence, un événement, n'hésitez pas à nous contacter pour recevoir les tarifs. Pensez également à offrir un abon-

nement à votre voisine, oncle, nièce, cousin... Noël approche (si vous êtes déjà abonné-e, l'abonnement offert sera à prix réduit), faire un don, payer la facture de votre abonnement et/ou passer à l'abonnement de soutien à 250 frs (version papier, web offert), ou encore introduire *Gauchebdo* dans votre testament.

**Aidez-nous à rassembler les 10'000 frs. restants!**  
D'ores et déjà un grand merci!

Helena de Freitas,  
présidente de la Société d'Édition de *Gauchebdo*

Pour les dons: [www.gauchebdo.ch/abonnements/don](http://www.gauchebdo.ch/abonnements/don)  
CCP 12-9325-6, mention DON

## JE M'ABONNE À GAUCHEBDO!

Nom :  Prénom :

Adresse :

Code postal :  Téléphone :

Ville :  email :

Pays :  Formule :

### FORMULES ET TARIFS

	SOUTIEN		NORMAL		RÉDUIT	
	papier & web	papier seul	papier & web	papier seul	papier & web	papier seul
1 année	250 frs	150 frs	200 frs	85 frs	135 frs	
6 mois		80 frs		40 frs		
Essai (3 mois)		10 frs				

Des formules d'abonnement web uniquement (sans l'édition papier) sont disponibles sur [www.gauchebdo.ch/abonnements](http://www.gauchebdo.ch/abonnements)

### CONTACTS ABONNEMENTS

Gauchebdo - abonnements  
case postale 168  
1211 Genève 13

[abo@gauchebdo.ch](mailto:abo@gauchebdo.ch)

En vous abonnant directement sur le web, vous simplifiez grandement la gestion administrative de votre abonnement : [www.gauchebdo.ch/abonnements](http://www.gauchebdo.ch/abonnements)

## GAUCHEBDO

## IMPRESSUM

Société d'édition de *Gauchebdo*  
case postale 190, 1211 Genève 8  
Helena de Freitas, présidente [hdf@gauchebdo.ch](mailto:hdf@gauchebdo.ch)

Rédaction  
25, rue du Vieux-Billard, 1205 Genève  
[redaction@gauchebdo.ch](mailto:redaction@gauchebdo.ch) | 022 320 63 35  
Joël Depommier, rédacteur en chef [jdr@gauchebdo.ch](mailto:jdr@gauchebdo.ch)  
Juliette Müller, secrétaire de rédaction [jmr@gauchebdo.ch](mailto:jmr@gauchebdo.ch)  
Alexandre Smirnov, correcteur [asv@gauchebdo.ch](mailto:asv@gauchebdo.ch)  
Stéphane Montavon, dessinateur [smn@gauchebdo.ch](mailto:smn@gauchebdo.ch)

Administration  
Jean-Pierre Kohler [administration@gauchebdo.ch](mailto:administration@gauchebdo.ch)

Abonnements  
[abo@gauchebdo.ch](mailto:abo@gauchebdo.ch) | [www.gauchebdo.ch/abo](http://www.gauchebdo.ch/abo)  
CP 168, 1211 Genève 13 | 079 686 79 37 | CCP 12-9325-6

Publicité  
tarifs et informations sur [www.gauchebdo.ch/pub](http://www.gauchebdo.ch/pub)

Maquette  
Solidaridad Graphisme, 1204 Genève

Impression  
Pressor, 6, route de Courroux, 2800 Delémont

# «Les syndicats doivent renouer avec les catégories non syndiquées de la population»

**ANALYSE** • «Le partenariat social est l'une des causes principales de la passivité des travailleurs. Il bannit de leurs têtes le droit constitutionnel de faire grève», estime la syndicaliste Derya Dursun, qui invite les syndicats à oser davantage incarner des utopies.

Certains grands combats ont rendu le monde d'aujourd'hui meilleur. L'histoire nous a montré différentes façons de combattre. L'un de ces moyens est la grève. Ce droit constitutionnel n'est cependant de loin pas respecté et ne commence à être connu de la population suisse que ces dernières années. Le peuple suisse craint la grève! Cette crainte est non seulement cultivée par les institutions en place, qui vantent continuellement les mérites du partenariat social, mais découle aussi du sentiment de fatalité et de la croyance de l'impossibilité de faire autrement. Le peuple n'arrive plus à avancer des revendications qui iraient à l'encontre du système établi.

La faute n'est cependant pas uniquement à mettre sur le dos de la population et des travailleurs. Les partis politiques dits de gauche et les organisations syndicales jouent un rôle néfaste dans le paysage de résistance en Suisse. Petit à petit, et avec la pérennisation du système en place, on a fini par avoir toute une population qui perçoit la perte d'un emploi comme la fin de tout. Le chômage divise incontestablement les travailleurs et détruit la solidarité, pour finir par légitimer l'existence des agences de placement qui font du business sur la force de travail. Il faut attaquer les règles en place, ces règles ne fonctionnent tout simplement pas.

A force de réformer constamment les modes de résistance, on est peu à peu réduit à ne pouvoir jouer qu'avec les instruments bourgeois – institutionnalisés et autorisés grâce à ces mêmes organisations. Il ne reste dorénavant plus rien à réformer. Il faut maintenant penser à l'avenir et au futur que nous voulons laisser à nos enfants.

## Penser l'existence humaine en dehors du travail

Les syndicats peuvent jouer un rôle primordial dans la résistance contre le capitalisme et contre ses valeurs intégrées dans les esprits. Ils doivent oser incarner des utopies parce qu'elles font avancer le monde. Ils peuvent, avec un peu d'audace et du courage, fédérer les consciences et raisonner en termes d'humanité et d'émancipation. Il est absolument nécessaire de re-collectiviser les luttes.

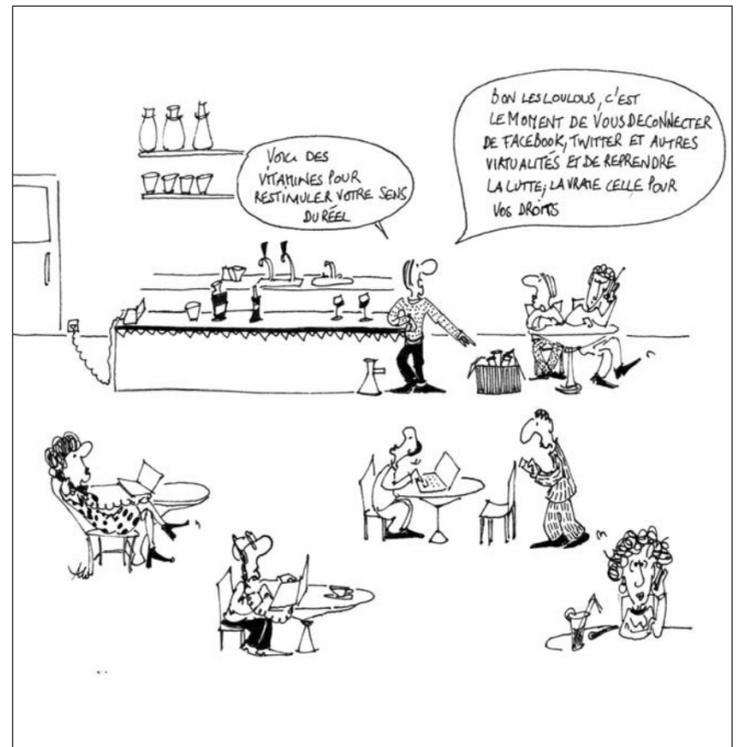
Je me pose toutefois de sérieuses questions sur le modèle de société imaginé par les syndicats en Suisse. Est-ce qu'ils considèrent réellement le travail comme aliéné de l'homme par excellence? Parce que, rappelons-le, le travail reste fondamentalement l'instrument de manipulation des gens par le système néolibéral. Est-ce qu'ils osent penser l'existence humaine et les droits découlant de cette existence sur autres valeurs que celles basées sur le travail? Nous savons que le système capitaliste est fondé sur la puissance de

la finance qui est capable de subordonner les Etats et déterminer les destins collectifs en fonction de ces critères. Est-ce qu'ils osent se baser sur d'autres critères que des critères économiques? On peut sérieusement avoir des doutes à ce sujet.

## Un partenariat social à sens unique

J'aime le sens du mot «participer». Cela suppose s'impliquer, prendre part, se positionner, choisir son camp, s'exprimer, se mouiller parfois. Actuellement, il existe en Suisse des milliers de travailleurs qui se mouillent dans nos rues. Nous soutenons et continuerons à soutenir la lutte des travailleurs de la construction et de la fonction publique. La convergence entre ces luttes est à saluer, face à l'arrogance et l'agressivité du patronat suisse. Ce dernier fait de la propagande mensongère sur les lieux de travail. Il est conscient de sa capacité de division et menace de licenciement en cas de participation au débrayage. Il faut critiquer ce partenariat social à sens unique, qui est l'une des causes principales de la passivité des travailleurs. Il pousse, chez eux, à l'asservissement et à la fatalité, et bannit de leurs têtes un droit pourtant constitutionnel, celui de faire la grève.

Un positionnement politique syndical est nécessaire pour mener à bien les combats. Il faut que chaque syndicat se positionne sur des thématiques citoyennes comme l'éducation, la



santé, l'école ou la culture. Les syndicats doivent renouer les liens avec les catégories non syndiquées de la population aussi. A Genève, le 11 novembre dernier, nous étions tous réunis pour manifester contre l'affaiblissement de l'Etat social et pour la responsabilisation du patronat suisse de la construc-

tion. Nous devons continuer à être solidaires avec tous les grévistes et à être actifs au syndicat comme au parti. Le pire étant à venir, nous devons commencer à construire une base solide de résistance. ■

Derya Dursun  
Dessin: Miramundo

# «Dans un monde inégalitaire, il faut choisir son camp»

**SUISSE** • Jeune popiste neuchâtelois, Jeannot Leisi vient d'être désigné secrétaire national du Parti Suisse du Travail / POP. Il étudie l'histoire et l'allemand à l'université de Neuchâtel. A 23 ans, accepter une telle responsabilité politique nationale est rare. Interview.

Pour maîtriser une tâche politique nationale, la connaissance de l'allemand est fondamentale, qu'en est-il de vos connaissances en ce domaine?

**JEANNOT LEISI** Mes parents parlent le suisse allemand, mais étant né et ayant grandi dans une région francophone du canton de Fribourg, on peut me qualifier comme bilingue avec deux langues maternelles.

Pourquoi vous être rapproché du POP?

J'ai commencé à militer il y a six ans au sein de la Jeunesse communiste de Berne. J'ai progressivement orienté mon militantisme vers la section du Littoral des jeunes POP neuchâtelois, que j'ai présidée en 2014.

Ce sont les réponses aux questions suivantes qui m'ont poussé vers ce que beaucoup de gens qualifient d'«extrême gauche»: Quelle position faut-il prendre dans une société basée sur l'exploitation irrationnelle et la revente irréflective de nos ressources pourtant limitées? Quel camp faut-il choisir dans un monde où les 85 personnes les plus riches possèdent plus que la moitié de ce que détient la population terrestre? Quel parti faut-il choisir dans un pays où certains citoyens gagnent moins de 2'800 francs, même s'ils travaillent à 100%, tandis que d'autres possèdent les moyens de production et ne travaillent plus? La seule réponse conséquente est de rejoindre le peuple, les travailleurs,



«Une personne dont le niveau de vie est très élevé du point de vue matériel peut ressentir un vide si d'autres besoins ne sont pas comblés», affirme Jeannot Leisi. 1

les ouvriers et les précarisés dans la lutte contre le capitalisme. J'ai rejoint le Parti du Travail / POP pour lutter pour une société meilleure, plus égalitaire et qui fasse attention à la planète, à la nature et à ses habitants, une société dans laquelle personne n'est touché par la précarité et où les portes de l'éducation sont ouvertes à tous ceux qui souhaitent étudier, bref pour une société socialiste! Comme étudiant et amateur d'histoire, je suis convaincu que le PST / POP est le parti qui, dès sa création, a défendu et défend encore aujourd'hui un monde meilleur.

Quelle vision avez-vous de l'avenir de la société actuelle?

Nous nous trouvons sur un échiquier où les différentes forces impérialistes bougent leurs pions, en nouant des alliances avec les uns, les rompant avec d'autres, afin de trouver de nouveaux endroits pour faire fructifier leur profit, du fait que le marché local est saturé, ou afin de faire main basse sur des ressources primaires rares ou inexistantes chez eux. C'est une des raisons qui explique leurs manœuvres de ces dernières années au niveau global. Le démantèlement de la Yougoslavie, l'invasion de

l'Irak ou la chute de la Lybie en sont des exemples parmi d'autres. Dans un Moyen-Orient non déstabilisé par des invasions impérialistes ou par des financements de groupements douteux, un phénomène comme Daech n'aurait pas pu se développer. Les évolutions obscures que nous constatons sur notre terre sont aussi amplifiées par la technologie et les médias, qui touchent la population beaucoup plus rapidement que par le passé. A terme, j'espère que la nouvelle technologie aidera les peuples de la planète à se solidariser et à s'unir contre les malfrats de ce système.

Que faire pour trouver d'autres références que la course au profit?

Même si une personne peut atteindre un niveau de vie très haut du point de vue matériel, elle peut aussi ressentir un vide et un malaise tant que d'autres besoins ne sont pas comblés, ceux du partage, de l'entraide et de la solidarité. On ne peut pas être heureux sachant que les autres vont mal. On reste insatisfait quand la vie manque de sens. A titre personnel, il m'est vite apparu que ce ne serait pas à travers la course à l'argent que je deviendrais heureux. J'ai choisi de m'investir dans la lutte pour des meilleures conditions de vie pour toutes et tous. Ici et ailleurs. Et cet engagement me plaît.

Comment envisagez-vous de remplir votre tâche au sein du PST-POP?

Comme je suis un jeune membre du parti, qui n'a eu jusqu'à ce jour que des responsabilités limitées à l'animation d'un groupe local, je vais d'abord observer le fonctionnement général, les mécanismes de prises de positions et de décisions. Je suis très motivé et je suis en train de me mettre en contact avec les gens importants à tous les niveaux du PST-POP pour qu'ils m'enseignent leur expérience et leurs manières de procéder. Finalement, j'espère devenir un grand soutien pour le parti et l'aider à affronter les luttes et les défis qui l'attendent. ■

Propos recueillis par  
Alain Bringolf

# Le Venezuela attend le verdict des urnes

**ÉLECTIONS** • Les Vénézuéliens élisent le 6 décembre leur parlement national. Selon de nombreux observateurs, ce scrutin pourrait voir la fin de 16 ans de chavisme. Eclairage sur le contexte tendu dans lequel se déroule cette élection, au cœur de discours controversés sur la réalité du pays.

Le 6 décembre, les Vénézuéliens auront à élire leurs représentants au Parlement. Des élections qui, selon de nombreux observateurs, pourraient voir la victoire du MUD (Table de l'unité démocratique), qui regroupe 25 partis d'opposition de tendances distinctes, et marquer ainsi la fin de 16 ans de chavisme dans le pays. En cas de victoire, l'opposition devrait toutefois cohabiter avec le président Nicolas Maduro, dont le mandat s'étend jusqu'en 2019.

Ces élections interviennent dans un pays qui traverse une importante crise économique notamment en raison de la chute des cours du pétrole, matière première sur laquelle repose largement l'économie vénézuélienne. S'y ajoute une inflation galopante, dont les chiffres varient de 80 à 200% selon la tendance politique des analystes. Malgré cela, le président Nicolas Maduro, affirmait lors d'une visite récente à Genève qu'«il n'y a pas de hausse de la pauvreté. Nous n'avons jamais eu un taux de chômage aussi faible et nous créons des emplois de qualité». Celui-ci vantait également la construction de logements sociaux et le maintien du système de santé ouvert à tous. «En 2015, les difficultés économiques ont mis notre modèle à l'épreuve, mais nous en sortons vainqueur, l'Etat social des missions est viable», ajoutait encore le dirigeant, dans des propos rapportés par le quotidien *Le Courrier*.

## Une pénurie instrumentalisée

Le pays doit en outre faire face à un important phénomène de pénurie de biens de première nécessité, qui, selon



Le gouvernement vénézuélien a pris de nombreuses mesures pour les personnes défavorisées. Ici un cours d'alphabétisation dans une Mision Robinson.

certain observateurs, serait même accentué volontairement par l'opposition pour surfer sur le mécontentement de la population. Dans un entretien accordé à la *Tribune de Genève* en avril dernier, le journaliste Ignacio Ramonet, ancien rédacteur en chef du *Monde Diplomatique* et fin connaisseur du Venezuela, affirmait ainsi que «les pénuries sont dues à de nombreuses causes, notamment structurelles. Avant l'arrivée de Chavez, il y avait plus de deux tiers de pauvres au Venezuela. Avec le plein-emploi et un salaire minimum élevé, c'est aujourd'hui la totalité des Vénézuéliens qui consomment. La demande est constamment en hausse. A tel point que les importations aug-

mentent de 10 à 15% chaque année. (...) Mais il faut également savoir que des secteurs d'opposition s'organisent pour aggraver le problème de pénurie sur certains produits symboliques, comme le papier toilette».

Maurice Lemoine, lui aussi ancien rédacteur en chef du *Monde Diplomatique* et spécialiste de l'Amérique latine, y voit même une tentative de déstabilisation du gouvernement chaviste orchestrée par les Etats-Unis: «Le sabotage économique qui provoque aujourd'hui pénuries et files d'attente au Venezuela est l'exacte réplique de la politique appliquée au début des années 1960 à Cuba, après que Washington a secrètement déterminé que "le seul moyen

envisageable de détourner le soutien interne est de créer la désillusion et le mécontentement fondés sur l'insatisfaction économique et les privations (...) pour provoquer la faim, le désespoir et le renversement du gouvernement"», affirmait-il ainsi en mai dernier dans un entretien accordé au quotidien français *l'Humanité*.

Pour le journaliste, auteur d'un ouvrage sur le sujet, plusieurs des gouvernements latinoaméricains comme la Bolivie, l'Equateur ou le Honduras auraient été victimes de cette nouvelle forme de tentative de coup d'Etat. Une thèse également défendue par Nicolas Maduro lors de sa récente visite à Genève, où il affirmait, selon des pro-

pos rapportés par *Le Courrier*, être victime d'un «harcèlement permanent», notamment des Etats-Unis.

## Une opinion internationale opposée au chavisme

Peu de journalistes cependant défendent ces positions, la plupart des médias et ONG occidentaux condamnant un régime chaviste «autoritaire», qui ne respecte pas les droits humains, pointant notamment l'arrestation d'opposants politiques et passant sous silence les nombreuses avancées sociales auxquelles celui-ci a contribué, touchant en particulier les plus pauvres - des avancées pourtant reconnues par Henrique Capriles, candidat de l'opposition à la présidentielle de 2012 contre Maduro. Et d'encenser, dans la foulée, des personnalités comme Leopoldo Lopez, récemment condamné à 13 ans de prison pour avoir incité à la violence lors des manifestations antigouvernementales de 2014, qui avaient fait 43 morts et des centaines de blessés, présenté comme un défenseur de la liberté, sans véritablement se pencher en détail sur son parcours, son discours politique ou la nature de ses soutiens.

Grave crise économique, pénurie, tentatives de coup d'Etat en sous-main ou non, controverses sur la question des arrestations d'opposants, opinion internationale largement défavorable au chavisme... Dans un tel contexte, les observateurs craignent que le résultat des élections du 6 décembre, quel qu'il soit, puisse être contesté et/ou provoquer une nouvelle déstabilisation du pays. Affaire à suivre. ■

Juliette Müller

# Désinvestir dans les énergies fossiles est inexorable

**COP 21** • Mobilisé sur la campagne «Désinvestissons des combustibles fossiles» portée par l'association 350.org, qui travaille dans presque tous les pays du monde sur différentes campagnes comme la lutte contre le charbon en Inde ou l'arrêt d'un oléoduc aux Etats-Unis, Nicolas Haeringer explique comment les géants du pétrole et du gaz freinent tout changement.

Quels sont les freins rencontrés depuis que votre organisation mène campagne pour le désinvestissement dans les énergies fossiles? **NICOLAS HAERINGER** Nous avons connu de vrais succès, puisque plus de cinq cents institutions, représentant 2'600 milliards de dollars d'actifs financiers, se sont engagées dans ce sens. Mais, au niveau global, cela freine encore avec les géants du pétrole, qui n'ont aucun intérêt à voir la situation évoluer. La valeur des Total, Shell, Exxon ne repose pas sur leur savoir-faire, sur leurs brevets qu'ils pourraient reconvertir dans les énergies renouvelables, mais dans leurs permis d'explorer et d'exploiter des gisements de pétrole, de gaz, de gaz de schiste. Ils auraient pu préparer leur transition. Un document interne à Exxon dévoile que la compagnie connaissait la réalité du réchauffement climatique depuis 1976. Mais ces compagnies préfèrent dépenser des sommes incroyables en lobbying contre les décisions de sortie des énergies fossiles. Mais notre dynamique est lancée. Aucun chef d'Etat ne nie plus le réchauffement. Les outils pour se passer des énergies fossiles sont déjà opérationnels.

Les décisions ne se prennent-elles pas plus au niveau des traités commerciaux internationaux qu'à la COP?

La COP est très importante. Nous avons besoin d'espaces de multilatéralisme où les pays qui souffrent déjà des effets du réchauffement peuvent s'exprimer. Mais, pour l'heure, les négociations climat sont inféodées aux règles édictées par les traités internationaux sur le commerce. Il serait bon d'inverser ces priorités.

## Comment les gens peuvent-ils agir au quotidien?

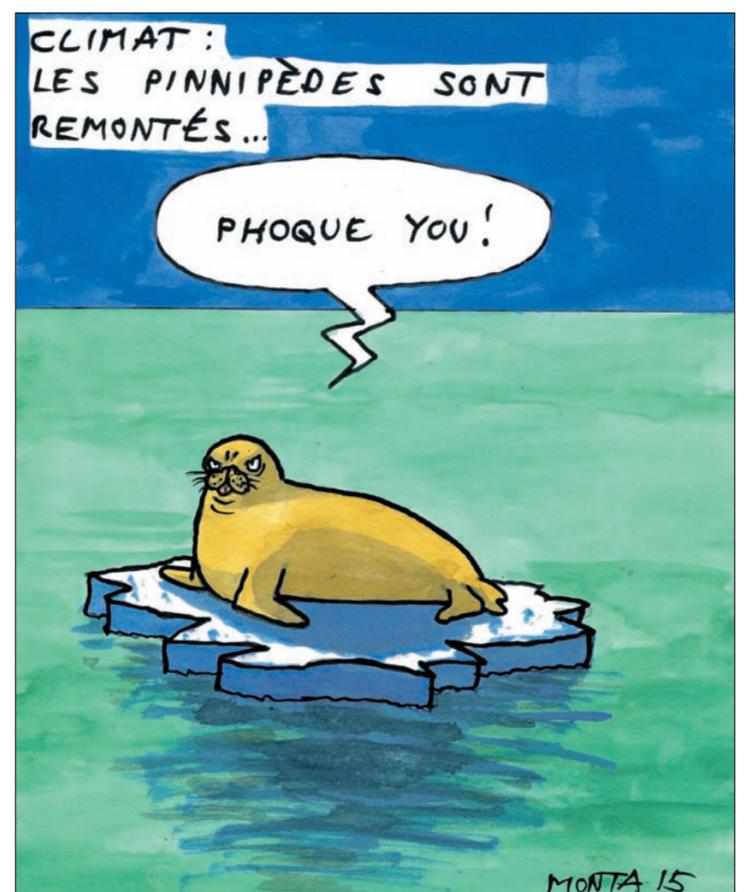
Pour la société civile, cela implique de mener des actions à trois niveaux. Le premier est d'agir localement, parfois physiquement, pour faire barrage aux projets d'exploitation d'énergies fossiles. Sans mobilisation, Obama n'aurait pas annulé le projet d'oléoduc de Keystone qui devait acheminer les pétroles de sables bitumineux du Canada aux Etats-Unis. Il faut faire barrage aux traités transatlantiques comme aux permis d'exploration de gaz de schiste. Deuxième niveau: faire que notre argent n'aille plus financer les énergies fossiles en faisant pression sur nos banques, sur les pouvoirs publics qui, pour un euro de soutien aux énergies renouvelables, en versent quatre en faveur des fossiles. Dix-neuf collectivités ont demandé que les caisses de retraite désinvestissent ces énergies. Il en faut plus. Troisième niveau: montrer

que les alternatives existent déjà. Alternatiba l'a fait avec son tour de France des solutions. L'Ademe (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie), organe officiel français, a démontré qu'un mix énergétique avec 100% d'énergies renouvelables était possible. Les collectivités ont à disposition leurs plans énergie-climat. Il faut les pousser à agir.

## Comment jugerez-vous du succès de la conférence de Paris?

Ce sera le cas si un signal fort, dans l'accord ou en dehors, est envoyé sur le fait que les combustibles fossiles sont derrière nous. A Lima, une cinquantaine d'Etats avaient demandé d'inscrire cette sortie dans le texte final. Il y en aura sûrement plus à Paris. C'est un signal envoyé aux investisseurs. Ce sera aussi un succès si le mouvement pour le climat s'élargit. Les mobilisations du week-end dernier ont montré que c'était le cas. L'échec des négociations de Copenhague en 2009 nous a fait perdre de notre dynamique car nous avions trop attendu de cette COP. A Paris, nous l'avons retrouvée. Paris est le début d'une dynamique de long terme. ■

Propos recueillis par Stéphane Guérard  
Paru dans *l'Humanité*



MONTA 15

## LA CHRONIQUE FÉMINISTE

## Alors que s'ouvre la COP21 à Paris...

La 21<sup>ème</sup> Conférence sur le changement climatique a lieu du 30 novembre au 11 décembre 2015 au Bourget, en France. Chaque année, les participant-e-s de cette conférence se réunissent pour prescrire les mesures à mettre en place dans le but de limiter le réchauffement climatique en dessous de 2°C. Cette convention reconnaît l'existence d'un «changement climatique».

Pendant 12 jours, les représentant-e-s de 150 pays vont discuter et tenter d'élaborer un accord limitant les émissions de CO<sub>2</sub>. Le problème, c'est qu'on est déjà aux 2° et que si l'on arrête toutes les émissions toxiques d'un coup, l'effet d'inertie durerait plusieurs années. Les assureurs ont calculé qu'un monde à +2° pourrait être assurable (évaluation à 5'500 milliards \$), un monde à +4° ne le serait plus. A quoi il faut ajouter tous les coups tordus qui vont aggraver la situation. Un exemple, BNP, la première banque française, parraine la COP21, mais ces cinq dernières années, elle a engagé, en investissements directs et indirects, 6 milliards \$ dans le charbon, le pétrole et le gaz, énergies réchauffantes. Soit 9 fois plus pour faire grimper la température que pour la laisser tranquille! Du coup, les Amis de la Terre ont placé la BNP parmi les 9 finalistes du prix Pinocchio, décerné le 3 décembre aux multinationales «les plus climaticides».

Une tonne de charbon consommée dégage 3,5 tonnes de gaz carbonique, une tonne de pétrole en émet 2,7 et une tonne de gaz 2,3. Comme le charbon est trois fois moins cher que le gaz, les pays émergents y recourent presque exclusivement, ainsi que certains pays avancés, comme l'Australie, qui continue d'ouvrir des mines, ou la Pologne, qui en tire 90% de son électricité. Pour tenir les 2°, il faudrait que les Etats-Unis renoncent à exploiter 92% de leurs réserves de charbon, l'Afrique 90%, l'Europe 78%, la Chine et l'Inde 70%... La Chine, avec 27% du total mondial, est le premier émetteur de gaz à effet de serre, consomme autant de charbon que le reste du monde, et connaît une croissance de 7%. Elle a promis qu'elle cesserait d'augmenter ses émissions en... 2030! Tout étant désormais «made in China», les usines tournent à plein régime et les biens importés de Chine par les pays occidentaux contribuent pour moitié à la hausse de ses émissions.

Nicolas Hulot a beau se démenner, François Hollande gonfler ses plumes, je ne vois pas comment on peut arriver à un résultat raisonnable. En effet, les chefs d'Etat, surtout préoccupés par leur réélection, se soumettent à l'économie qui, elle, ne pense qu'à faire du fric le plus rapidement possible, au mépris des populations, du bien commun et de la santé de la Planète, comme le font les mafieux.

Depuis des décennies, des experts donnent l'alerte, livrent des constats, des chiffres, des tableaux. Chacun-e peut observer, à son niveau, le réchauffement climatique, comme ce mois de novembre 2015 exceptionnellement doux, regarder, à la télévision, les glaciers s'effondrer, les ours blancs dériver. Certaines régions connaissent des conditions météorologiques extrêmes, comme les sécheresses, les ouragans, les pluies diluviennes, les crues, mais malgré les conférences annuelles, rien ne bouge véritablement. Les chefs d'Etat semblent tétanisés. Et pourtant, il y a de la survie des espèces animales, dont l'humaine.

Personnellement, je n'arrive pas à comprendre qu'on ne mette pas tout en œuvre pour sauver ce qui peut encore être sauvé de l'environnement, donc de l'humanité. Ces chefs d'Etat, ces entrepreneurs, ces directeurs de multinationales ont eux-mêmes des enfants, voire des petits-enfants, pourquoi ne pensent-ils pas à leur avenir?

Quand je vois les photos des représentant-e-s des différents pays, je suis chaque fois déprimée, non seulement parce que je lis la duplicité derrière chaque visage, mais surtout parce qu'ils constituent un alignement presque ininterrompu de costumes sombres. Sur la liste fournie par Google, je n'ai dénombré que 11 femmes, qui représentent l'Allemagne (Angela Merkel), la Norvège, la Suisse (Simonetta Sommaruga), le Brésil (Dilma Rousseff), le Chili (Michelle Bachelet), ainsi que le Costa Rica, Maurice, le Kosovo, la Lituanie, le Bangladesh, la Corée du Sud.

Quand je vois ce monstrueux déséquilibre entre les costumes sombres et les quelques tenues plus claires (bien que, hélas, plusieurs ministres ou cheffes d'Etat s'habillent de noir), je me dis que rien de bon ne peut en sortir.

Contre l'avis général, même celui de la plupart de mes amies féministes, je pense que les femmes sont plus respectueuses de la vie puisqu'elles la donnent, et sont mieux à même de la défendre. A une certaine époque, on me balançait régulièrement le nom de Margaret Thatcher quand je défendais mon point de vue. Certes, elle a été un des pires chefs d'Etat élus si l'on envisage le bien commun: elle a cassé les grèves, les mineurs, les transports publics avec une régularité de robot, elle a déclenché la guerre des Maldives, elle a détruit, avec Reagan, l'équilibre monétaire mondial et provoqué, indirectement, les crises que nous payons encore.

Mais à l'époque, elle était pratiquement la seule femme cheffe d'Etat et pour arriver à son poste, il a fallu qu'elle joue avec les mêmes armes que les hommes. Ne prétendait-elle pas être le seul mec de son gouvernement?

Je pense que si le pouvoir (politique et économique) était également réparti entre les femmes et les hommes, le monde irait mieux et serait moins violent. Récemment, des études effectuées sur les effets de la crise ont démontré que les banques qui avaient le mieux résisté étaient celles dont les postes de direction étaient occupés par au moins 35% de femmes, notamment parce qu'elles prennent moins de risques et pensent davantage à long terme. Ceci semble corroborer mon avis. C'est pourquoi je prône la parité en politique comme en économie, dans tous les lieux où se prennent les décisions qui influencent la vie quotidienne des habitant-e-s de la Planète.

En fait, je pense que les solutions viendront non pas du haut mais de la base, du local. Et dans la base, il y a autant de femmes que d'hommes... Il reste donc un espoir de sauver la Terre.

Huguette Junod

## Défaite des héritiers de Sankara

**BURKINA FASO** • Roch Marc Christian Kaboré, ancien premier ministre de Blaise Compaoré, remporte la présidentielle dès le premier tour. Le candidat de l'Unir-PS, Bénéwendé Sankara, enregistre un sévère revers.



La révolution qui avait mis fin au règne de Compaoré en 2014 avait suscité de nombreux espoirs. Aujourd'hui, le résultat des élections ressemble à un retour en arrière.

Le 29 novembre, jour des élections présidentielles et législatives au Burkina Faso, les bureaux de vote étaient tapissés d'affiches avertissant la population : «Ne vends pas ta voix, vote selon ta conscience». S'il est impossible de mesurer l'efficacité de cette campagne lancée par l'Autorité supérieure de contrôle d'Etat (ASCE) et le Réseau national de lutte anticorruption (REN-LAC), tout porte à croire que les «achats de conscience» ont une fois encore été massifs. «La semaine dernière, on m'a proposé 10'000 francs CFA (15 euros) et trois pagnes pour assister à un meeting de Diabré (candidat libéral de l'UPC)», témoigne Fayçal, étudiant en première année de sociologie à l'université de Ouagadougou. «J'ai refusé, assure-t-il, mais nombre de mes camarades ont volontiers accepté. De toute façon, la plupart ont voté pour Diabré ou Roch Marc Christian Kaboré. Pour eux, il vaut mieux élire quelqu'un qui s'est déjà enrichi. Dans leur esprit, un homme politique ne sera pas tenté d'utiliser son statut de président pour devenir riche si sa fortune est déjà faite. C'est stupide mais c'est comme ça.»

## Des moyens colossaux et sans limites

Lors de ce même meeting, Zéphirin Diabré promettait de «terminer le tra-

vail que Sankara a commencé» contre la corruption, tandis que Roch Marc Christian Kaboré, nouveau président du Burkina Faso, élu dès le premier tour avec plus de 53,5% des voix, lui répondait dans le plus grand stade de la ville, plein à craquer: «Quand des chantres du libéralisme ont le courage (...) pour dire qu'ils vont terminer le travail de Sankara Thomas, il y a de quoi tomber à la renverse.» Des moyens colossaux et sans limites, une OPA réussie sur l'imaginaire du «Che africain» par la coalition de Roch Marc Christian Kaboré (qui compte un parti sankariste), une volonté de stabilité (Kaboré cultive une image consensuelle d'homme de dialogue et de compromis) après une année éprouvante marquée par la révolution d'octobre 2014 et le putsch avorté du général Diendéré en septembre 2015, soit autant d'ingrédients qui expliquent le score famélique réalisé par le candidat sankariste de l'Unir-PS Bénéwendé Sankara. Avec 2,77% des voix, il se place en 4<sup>ème</sup> position derrière Tahirou Barry (3,09%), «candidat de la jeunesse», dont le principal apport pendant la période de transition fut un projet de loi (rejeté) réprimant l'homosexualité. «On analysera ce qui s'est passé dans quelques jours.

Là, je suis sonné, K.-O.», souffle un cadre de l'Unir-PS.

La campagne menée par Maître Sankara, avocat historique de la famille du leader panafricain et de sa veuve Mariam, a également souffert d'un manque criant d'argent. En l'absence des riches mécènes investis dans le camp adverse, l'Unir-PS a puisé sur ses fonds propres, et sur la maigre contribution que ses militants reversent annuellement au parti, soit 100 francs CFA (0,15 centime d'euro). L'annulation du voyage de Mariam Sankara pour raisons de santé a été durement ressentie par nombre de militants. «Nous avions publiquement annoncé sa venue. Cela nuit à notre crédibilité», se désolait-il y a quelques jours Florentin Tougma, un bénévoles travaillant à la communication du parti. Cette dernière a aussi connu des ratés, comme lorsqu'Alexandre Sankara, l'un des dirigeants de l'Unir-PS, expliquait à RFI : «Les gens veulent à la tête d'un parti sankariste un autre Sankara. Avoir le charisme de Sankara! Le leadership de Sankara! Mais, malheureusement, n'est pas Sankara qui veut et nous n'arrivons pas à faire comme lui.» ■

Marc de Miramon

Paru dans l'Humanité



PUBLICITÉ



Engagez-vous pour le travail décent. Soyez Solidar. [www.solidar.ch](http://www.solidar.ch)

**SOLIDAR** SUISSE

# Dans le renouveau pictural québécois des années 20 et 30, les femmes jouèrent un rôle important

**BEAUX-ARTS** • Le Musée des Beaux-Arts de Montréal présente une remarquable exposition sur le très moderniste Groupe de Beaver Hall.

Sait-on bien en Europe qu'il existe une peinture canadienne variée et fort intéressante?... Or l'exposition actuelle de Montréal attire les foules. Elle met en lumière un groupe pictural méconnu et longtemps oublié, jusqu'à ce que le mouvement féministe autour de 1960 le sorte de l'ombre. Sa spécificité est en effet que la moitié de ses membres furent des femmes, alors exclues des sociétés artistiques.

Après la Première Guerre mondiale, où beaucoup de soldats canadiens ont péri en France dans les combats de la Somme, s'affiche chez les jeunes artistes québécois un besoin de renouveau. Une vingtaine d'entre eux se regroupent en un mouvement éphémère, le Groupe de Beaver Hall (1920-23). Ils sont presque tous issus de la bourgeoisie anglophone, qui constitue l'élite économique de la Belle Province. Après la dissolution du groupe, l'impact de leur modernisme pictural se fera sentir jusqu'au milieu des années 30. Leurs noms ne vous diraient rien. Relevons cependant celui d'André Biéler (1896-1989). Il est né à Lausanne et a émigré avec sa famille au Québec. Enrôlé dans l'armée canadienne, il est blessé et gazé sur le front français. De 1922 à 1926, il vit en Suisse où il travaille avec son oncle, le fameux peintre et muraliste Ernest Biéler, surtout connu pour sa participation à l'École de Savièse. Après son retour au pays, sa peinture pourra être qualifiée de «régionaliste moderniste».



Les œuvres exposées évoquent la vie urbaine moderne de Montréal qui devient une Métropole. Ici, la «Rue Sainte-Catherine» d'Adrien Hébert.

MBAM, Christine Guest

## Un art canadien sans nationalisme

L'exposition vaut d'abord par sa scénographie, qui rappelle le graphisme et l'imagerie Art déco des années 20, avec en fond musical des pièces de Debussy, alors très apprécié. Elle commence par une galerie de portraits de ces artistes engagés. Certains sont proches de la Nouvelle Objectivité, cette école picturale qui montre les personnages et les choses d'une manière froide et ultra-réaliste. Surtout présente dans l'Allemagne de Weimar, elle est bien représentée en Suisse par l'œuvre des frères Barraud de La Chaux-de-Fonds. On voit donc – ce qui ne saurait surprendre – qu'il existe des connections entre ces

jeunes peintres québécois et leurs homologues européens de l'après-guerre, d'autant plus que nombre de Canadiens font des séjours dans le Vieux Continent. L'influence de Matisse ou de Dufy semble ici et là bien présente. Les artistes du Groupe de Beaver Hall veulent créer un art authentiquement canadien, mais sans le nationalisme qui caractérise le Groupe des Sept de Toronto, un mouvement parallèle, exclusivement masculin, qui exalte en particulier les visions du Grand Nord. Beaver Hall s'intéresse aussi aux Amérindiens: en cela, le groupe est proche de l'œuvre d'Emily Carr (1871-1945), cette

femme de tête et extraordinaire artiste de Colombie-Britannique, hélas trop méconnue ici, qui s'est passionnée pour la civilisation des Premières Nations et l'a magnifiquement intégrée dans son œuvre puissante et originale.

## Des corps féminins musclés et bronzés

Le monde rural québécois n'est pas absent dans l'exposition: villages enneigés, églises catholiques dans une Province alors profondément religieuse, rencontres au sortir de la messe... Mais ces campagnes sont représentées d'une manière ni anecdotique ni mièvre. Les thèmes (lacs,

forêts, traîneaux sur la neige immaculée) sont traditionnels, la facture, elle, résolument moderne: simplification des formes, couleurs intenses et vives qui rappellent le Fauvisme et l'Expressionnisme. «On ne veut pas de teintes harmonieuses, on veut les couleurs qui éclatent comme les accents des trompettes», s'exclame un défenseur de la modernité. Quant au nu, il est l'objet d'une nouvelle perception. Ce ne sont plus les formes abondantes des femmes de l'avant-guerre engoncées dans leur corset et noyées dans leurs dentelles! Le corps féminin musclé et bronzé, les cheveux coupés «à la garçon» témoignent

d'une liberté nouvelle de la femme. Jupes courtes et chapeaux cloche attestent aussi cette libération. Le *Nu dans l'atelier* de l'artiste féminine Lili Torrance Newton (1933), avec les lèvres très fardées de son modèle et sa pilosité pubienne mise en évidence, traduit une impudeur volontaire et nullement malsaine. Faut-il préciser que cette peinture fut mal reçue par les critiques conservateurs de l'époque? L'un d'entre eux écrit: «Les jeunes iconoclastes de l'école «coup-de-poing dans l'œil» n'ont manifestement pas compris qu'une bonne peinture n'est pas un morceau de jazz». Le jazz qui, à l'instar du charleston, est comme emblématique des Années Folles. D'autant plus que la Prohibition aux États-Unis, en épargnant le Québec, a eu pour effet d'affranchir les mœurs, en tout cas dans la bourgeoisie anglophone qui n'est pas sous la tutelle de l'Eglise catholique alors toute-puissante.

## La représentation de la nouvelle Montréal industrielle

Mais l'aspect sans doute le plus intéressant de cette riche exposition, c'est l'intégration dans l'univers pictural de la vie urbaine moderne et des activités du monde industriel. Montréal concentre alors l'un des plus grands trafics portuaires d'Amérique. La ville devient une métropole où s'érigent des gratte-ciel. Cet aspect apparaît particulièrement bien dans l'œuvre d'Adrien Hébert (1890-1967): port sur le fleuve Saint-Laurent en pleine activité, bateaux crachant leurs fumées, immenses entrepôts où est stocké le blé en provenance des grandes plaines de l'Ouest, tramways (aujourd'hui disparus et remplacés par le métro), automobiles, piétons le long de grands magasins aux vitrines illuminées...

C'est vraiment toute une époque qui revit dans et par l'exposition de Montréal. Quand verra-t-on une présentation de la riche peinture canadienne en Suisse? Aux musées et galeries d'y songer! ■

Pierre Jeanneret

«Une modernité des années 1920. Montréal, le Groupe de Beaver Hall», Montréal, Musée des Beaux-Arts, jusqu'au 31 janvier 2016.

# Un chant au nom de tous les enfants

**LITTÉRATURE** • La Genevoise Edith Habersaat sort son nouveau roman intitulé «Les silences des marais». Un portrait tout en finesse et poésie d'une mère endeuillée par la mort d'un enfant.

Comme dans ses précédents romans (*La partition d'Héloïse*, *Les souffleurs de mots*), l'écrivaine genevoise Edith Habersaat met la cellule familiale au centre de son dernier récit, *Les silences des marais*, et notamment les mystérieuses relations qui se tissent entre parents et adolescents. Sous couvert d'un fait divers, la noyade, accidentelle ou pas, dans un étang de montagne d'Elodie, fille du remariage de Joana Cordier, héroïne et narratrice du roman et décoratrice de théâtre de son état et de Steve Darmont, fils de bonne famille et éducateur social, le livre suit le parcours de Ralph. Enfant du premier mariage de Joana, cet adoles-

cent fugueur qui se cherche et cherche son père idéalisé devra passer devant le tribunal pour savoir s'il est responsable de la disparition dramatique de sa demi-sœur. Cet épilogue judiciaire – dont nous taïrons l'issue – ponctue la trajectoire d'un être tourmenté, en construction, oscillant entre révolte et tendresse, repli et fuite en avant ou conduite à risques, cherchant continuellement sa place dans un monde encore trop grand pour lui. Comme en miroir, le roman déroule un portrait de Joana, sa mère, personnage tourmenté et aimant à l'intériorité complexe, dévoilée à travers les monologues intérieurs qui ponctuent le récit. Comment survivre

à la mort d'une fille? Par la mémoire et la résilience, en transfigurant la mort par l'écrit et la poésie. Le vent se lève!...il faut tenter de vivre.

## Les humbles et les privilégiés

Autour de ce trio fusionnel s'agrégent toute une galerie de personnages secondaires, fortement contrastés et bien campés. La tendresse de la narratrice va tout particulièrement vers les humbles comme Le Rouquin, cet enfant de ferme, enfant de l'assistance publique retardé mental, taillable et corvéable à merci et ami de Ralph. Ou pour le père Pottard, ermite un peu fou des montagnes. Par contraste, la suffi-

sance des forts et des privilégiés comme celle des parents Darmont rutilent de tous ses préjugés, tant elle est confite dans ses certitudes.

Loin de toute linéarité narrative, le dernier roman d'Edith Habersaat avance par fragments éclatés, scènes en enluminures comme l'écrivaine en est coutumière. La transition entre les événements se fait par les associations mentales qu'elles suscitent dans la conscience de la narratrice, comme dans un flux élastique. A cette architecture se superpose un réseau de motifs ou de correspondances, comme cette occurrence de la représentation théâtrale de *La Chute* de Camus, qui met en scène

Jean-Baptiste Clamence, ce «juge-pénitent», déchu pour n'avoir apporté aucun secours à une jeune femme sur le point de se noyer, sous un pont de Paris. Ou cette scène originale et traumatique de la mort d'Elodie, «quand il y eut un bruit étrange, semblable au jet d'une pierre à la surface des eaux boueuses. Puis un cri étouffé (...) Et le silence d'un instant, avant qu'il ne soit avalé par le bruissement des feuillages alentour, des ramages ici et là», leitmotiv musical et itératif de ce court roman très réussi de l'écrivaine romande. ■

Joël Depommier

Edith Habersaat, *Les silences des marais*. Ed. Slatkine, 2015, 116 p

# Au cœur d'une société malade: le cinéma antibourgeois

**CINÉMA** • Le Ciné-club universitaire de Genève consacre cette année sa traditionnelle rétrospective d'automne à une plongée dans les réalisations majeures du courant antibourgeois du cinéma d'auteur occidental, qui explore la face cachée des sociétés modernes.

**R**elire l'âge d'or du grand cinéma d'auteur occidental (essentiellement les années 1960 et 1970) avec pour fil rouge l'analyse critique des maux de la société bourgeoise, tel est le but de la rétrospective du Ciné-club universitaire de Genève à l'affiche jusqu'au 14 décembre à l'Auditorium Ardit et intitulée, précisément, *Antibourgeois*. Ce cycle permet de rendre compte de plusieurs facettes du cinéma antibourgeois: un regard à caractère existentiel sur le malheur de la vie bourgeoise est proposé par exemple dans *That Cold Day in the Park* de Robert Altman et *Charles mort ou vif* d'Alain Tanner, tandis que *Lange exterminateur* de Luis Buñuel, *La grande bouffe* de Marco Ferreri et *Théorème* de Pier Paolo Pasolini constituent de grandes condamnations métaphysiques de la bourgeoisie. On trouve, enfin, des œuvres plus explicitement politiques, telles les premier et dernier films de la période maoïste de Jean-Luc Godard, *La chinoise* et *Tout va bien*.

## Une image faussée du monde

Depuis les débuts du cinéma, le contrôle des institutions bourgeoises sur cet art a été particulièrement fort, à la fois d'un point de vue moral (par la censure administrative) et économique, avec la mainmise des hommes d'affaires et des grandes sociétés (telles que Pathé en France ou les Big Five Studios à Hollywood) sur la production et la distribution de la vaste majorité des films projetés dans les circuits commerciaux au cours du 20<sup>ème</sup> siècle. La production industrielle de biens culturels (dont les films) établie par le système capitaliste attira en peu de temps les vives critiques de nombreux intellectuels comme Bertolt Brecht, ou Max Horkheimer et Theodor W. Adorno qui, dans *Dialectique de la Raison* (1947), célèbre analyse néo-marxiste de la société occidentale moderne, déduit que «le film et la radio n'ont plus besoin de se faire passer pour de l'art. Ils ne sont plus que *business*: c'est là leur vérité et leur idéologie, qu'ils utilisent pour légitimer la camelote qu'ils produisent délibérément. Ils se définissent eux-mêmes comme une industrie et, en publiant le montant des revenus de leurs directeurs généraux, font taire tous les doutes sur la nécessité sociale de leurs produits». C'est donc la subordination du cinéma à l'industrie culturelle et son adhésion aux valeurs bourgeoises qui parviennent à neutraliser ses créations en tant que culture. Cette industrie culturelle arriverait ainsi à donner une image faussée du monde, en accord avec l'idéologie de la bourgeoisie capitaliste.

## Dénoncer le vide et l'ennui existentiel du monde bourgeois

Dans ces conditions, comment peut-on faire du cinéma antibourgeois? On peut distinguer deux lignes directrices fondamentales. Dans le premier cas, la critique de la bourgeoisie est menée depuis l'intérieur du système, en utilisant les instruments expressifs codifiés par l'industrie culturelle, non pas pour les mettre au service de la société de consommation mais plutôt pour dénoncer ses distorsions. Parmi



«Roulette chinoise», de Rainer W. Fassbinder (photo), sera projeté à l'Auditorium Ardit le 7 décembre.

elles, on peut citer: le caractère faux et mystificateur de la démocratie dans les pays capitalistes modernes, où selon Horkheimer et Adorno «la tendance sociale objective s'incarne dans les intentions subjectives et cachées des directeurs généraux»; le pouvoir absolu de l'argent et l'exaltation démesurée du progrès technique qui ont conduit à la disparition progressive de l'ancienne société humaniste au profit d'une société technocratique, coercitive et aliénée; l'hypocrisie des relations sociales, incapables, comme la richesse matérielle, de cacher le vide et l'ennui existentiel d'un tel monde.

## Réinventer le langage cinématographique

On peut prendre comme exemples les descriptions de «nids de vipères» bourgeois faites par Henri-Georges Clouzot, Juan Antonio Bardem ou encore Rainer W. Fassbinder, dans le sillage de nombreuses références littéraires et théâtrales (Maupassant, Strindberg, Sartre, ...), mais aussi la manière très réussie dont *That Cold Day in the Park* (1969), un des premiers longs-métrages de fiction de Robert Altman, utilise les méthodes du film de suspense et du drame psychologique pour nous plonger dans le cauchemar existentiel d'une bourgeoisie «comme il faut», mais psychologiquement dérangée, ainsi que pour représenter l'incompréhension entre classes sociales différentes et la difficulté à s'exprimer et à être soi-même dans un contexte social aride et renfermé.

Une deuxième tendance plus radicale vise à attaquer les canons expressifs du cinéma codifiés par le système bourgeois, puisqu'il ne serait pas possible de véhiculer un message authentiquement antibourgeois tout en restant à l'intérieur du système, à cause

du risque grave d'ambiguïté et d'instrumentalisation que cela comporterait: il serait donc nécessaire de réinventer, au moins dans une certaine mesure, le langage cinématographique pour arriver à créer des œuvres qui ne puissent être soumises à la prétention d'une «consommation» commerciale rapide. Concentré principalement autour de l'influence de la contestation soixante-huitarde dans le monde artistique et culturel, ce courant de pensée naît et se nourrit (sur le plan esthétique, mais pas nécessairement au niveau idéologique) de l'*humus* de la Nouvelle Vague, son antécédent direct pour ce qui concerne l'ébranlement des règles filmiques traditionnelles, avec lequel il a en commun plus d'un réalisateur. Jean-Luc Godard, le jeune Bernardo Bertolucci, Alexander Kluge, Jean-Marie Straub et Danièle Huillet (pour ne citer que quelques-uns parmi les Européens), malgré la diversité de leurs parcours artistiques respectifs, ont tous été (sont) des *non réconciliés* (titre d'un film de Straub et Huillet) avec le type de société qui leur était proposé. Idéologues jusqu'au dogmatisme intellectuel, intransigeants et provocateurs, ces cinéastes ont essayé de pousser jusqu'à l'extrême la recherche d'une nouvelle esthétique cinématographique, explicitement déplaisante par rapport aux canons bourgeois.

## Jusqu'à renier la figure de l'auteur

A cet égard, le cas du Groupe Dziga Vertov est exemplaire: il s'agit d'un collectif cinématographique français, fondé par Godard à la fin des années 1960 avec un groupe de militants et militantes marxistes-léninistes, qui a choisi de renier la figure de l'auteur (il s'agit du refus de l'individualisme bourgeois: les films du groupe ne

sont donc pas signés) au profit d'une réalisation collectiviste des films, ayant pour but un cinéma qui soit la transposition en forme filmique de l'idéologie révolutionnaire, la réalisation de films politiques «faits politiquement» et non de «vulgaires» fictions politiques gauchistes avec un «message» progressiste, mais dont le langage filmique est le même que celui des œuvres bourgeoises et qui ne peuvent donc que véhiculer l'idéologie dominante. En définitive, un cinéma «matérialiste», dans la mesure où il dévoile les mécanismes de production (de tout type de marchandise, y compris celle de l'industrie cinématographique) de la société capitaliste et se remet en question lui-même comme système de représentation de la réalité. Pas complètement aboutie (les films du Groupe Dziga Vertov subsistent aujourd'hui fondamentalement comme des films «de Godard», et leur manque d'exploitation commerciale en a fait des œuvres d'un solipsisme assourdissant), cette réflexion (renonciation au nom de l'auteur au générique, polémique envers le cinéma-spectacle...) n'est réapparue que peu avant la fin du siècle dernier, lors de la fondation d'un autre collectif cinématographique, Dogme95, par les réalisateurs danois Thomas Vinterberg et Lars von Trier, mais dans un contexte culturel et social si différent que les implications politiques d'un tel engagement artistique ont perdu, en comparaison, beaucoup d'importance. Naturellement, entre ces deux tendances schématiques, celle du simple «récit antibourgeois» et celle d'un cinéma plus radical de rupture formelle, il existe une vaste zone intermédiaire qui rassemble par exemple la presque totalité de l'œuvre du cinéaste antibourgeois par excellence,

Luis Buñuel. Même sans prendre en considération les œuvres révolutionnaires de ses débuts (*Un chien andalou*, 1928, *L'âge d'or*, 1930), le cinéaste espagnol a toujours fustigé les vices de la classe dominante par des films qui, même à partir de situations narratives somme toute traditionnelles (comme dans ses chefs-d'œuvre *Lange exterminateur*, 1962, et *Le charme discret de la bourgeoisie*, 1972), parviennent à secouer petit à petit les fondations mêmes du cinéma bourgeois (ordre, logique, organisation rationnelle de l'histoire, distinction claire entre le rêve et la réalité) par un style singulier où la leçon du surréalisme se fonde au sein d'une forte critique sociale.

## Quand Pasolini mêle religion et érotisme

On ne peut pas terminer sans parler d'un des films les plus beaux et représentatifs du cinéma antibourgeois, le *Théorème* soixante-huitard de Pasolini, où religion et érotisme sont réunis pour composer une parabole moderne qui traite du malheur et du vide de l'existence bourgeoise avec une rigueur et une puissance magnétiques: un film considéré comme scandaleux à sa sortie en salles, mais qui se révèle surtout une expérience esthétique exceptionnelle.

En conclusion, même si aujourd'hui il a pratiquement disparu, le cinéma antibourgeois a été important dans le récit que l'humanité a fait de sa propre histoire à travers le septième art: que ce soit en tirant parti des marges de liberté présentes dans le système, ou en se plaçant à l'extérieur de ce dernier, il a constitué, dans beaucoup de cas, un cinéma à la fois plus libre sur le plan expressif, et plus humain au niveau idéologique. ■

Pietro Guarato